

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Vincianne Lerate, Edouard Brainis, *Conseillers communaux*.

Séance du 26.06.25

**#Objet : Question orale de Monsieur Mathieu Poma et Madame Valérie Locatelli (Liste de la
Bourgmestre) : viaduc Herrmann-Debroux #**

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins.

Chers Collègues, cher public,

La presse ironisait récemment sur une intervention au parlement de Rudi Vervoort et de Bruxelles Mobilité expliquant qu'une rénovation du viaduc Herrmann-Debroux serait nécessaire avant sa démolition.

Vous êtes vous-même intervenue dans les médias pour compléter ces déclarations, expliquant que l'absence de gouvernement régional et les incertitudes, notamment budgétaires, rendaient le calendrier d'une démolition incertain, et que dès lors la sécurité des usagers imposait de prévoir un scénario dans lequel un entretien serait nécessaire dans l'intervalle.

M. Vervoort parlait d'un chantier au viaduc des 3 Fontaines en 2026, avant des travaux sur le viaduc Herrmann-Debroux, puis démolition... mais reconnaissait lui-même que le calendrier serait difficile à tenir.

Mes questions sont les suivantes :

- Le dossier de la démolition a-t-il avancé depuis vos dernières interventions sur le sujet ?
- Avez-vous des informations complémentaires à ce qui a été repris dans la presse concernant une réfection des 2 viaducs ?
- Une telle réfection nécessite un budget, un gouvernement en affaires courantes peut-il prendre une telle décision et avez-vous des échos sur une prévision pour ces travaux en 2026 ?
- Un plan de mobilité est-il à l'étude et ces travaux seront-ils coordonnés avec ceux de Jesus-Eik... en partant du principe que le carrefour Léonard sera fini.
- Le blocage de ce dossier ralenti l'ensemble du PAD. Sur quels volets la commune peut-elle déjà avancer sans attendre la région ?
- Pourrions-nous nous mettre à jour sur le dossier des eaux d'écoulement qui polluent les étangs de Rouge-Cloître ?

En vous remerciant

Mathieu Poma, Valérie Locatelli

- **Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin**

Madame la conseillère,

Merci pour votre question sur ce dossier qui incarne aujourd'hui les limites d'un pilotage régional paralysé, incapable de donner l'élan nécessaire à un projet structurant pour notre commune et pour tout l'est de Bruxelles.

Le 13 juin dernier s'est tenue une réunion de la plateforme opérationnelle Herrmann-Debroux. C'était la première depuis près d'un an. Cela en dit long. L'absence de Gouvernement régional de plein exercice constitue à ce stade le premier frein à l'avancement de ce dossier. Aucun arbitrage budgétaire n'est possible, aucune décision stratégique ne peut être prise, et des projets indispensables sont tout simplement gelés.

Un exemple révélateur: le projet de P+R autour de l'ADEPS, sous l'E411, pourtant essentiel à la transition vers un boulevard urbain, est à l'arrêt complet. Pourquoi? Parce qu'il n'a pas été possible de dégager 45.000 euros pour finaliser une étude de faisabilité. Ce P+R, avec les infrastructures de transports publics qui l'accompagnent, est pourtant une condition sine qua non à la démolition du viaduc Herrmann-Debroux. Sans lui, pas de bascule possible vers un modèle de mobilité durable et désengorgée. Voilà où nous mène l'incapacité de décider : des millions en jeu pour transformer la ville, bloqués faute de quelques dizaines de milliers d'euros.

Concernant précisément le viaduc Herrmann-Debroux, je tiens à rappeler que sa démolition reste bel et bien l'option de référence dans le cadre du PAD. Bruxelles Mobilité poursuit d'ailleurs son étude de faisabilité technique pour la démolition. Toutefois, et je l'ai dit plusieurs fois, le calendrier de démolition est devenu incertain du fait de l'absence de gouvernement régional. Le nouveau planning estimatif ne prévoit pas de démolition avant 2029 voire 2030. Il est donc de la responsabilité de Bruxelles Mobilité de prévoir un scénario transitoire, dans lequel une maintenance de sécurité serait rendue nécessaire avant que la démolition puisse être engagée.

Il ne s'agirait pas nous dit Bruxelles Mobilité à proprement parler d'une rénovation, mais bien d'une opération de maintenance exceptionnelle, visant à maintenir un niveau minimal de sécurité pour les usagers, dans l'attente d'une décision politique ferme sur la démolition.

Un cahier spécial des charges (CSC) est en cours de rédaction par Bruxelles Mobilité. Il devrait être finalisé d'ici la fin de l'année. Et vous avez raison de poser la question budgétaire : un gouvernement en affaires courantes peut-il engager une telle dépense ? La réponse, malheureusement, est à priori non. Le CSC est donc prêt à être lancé, mais la décision finale d'engagement reviendra à priori au prochain gouvernement régional. À ce jour, aucun arbitrage budgétaire n'a été acté et aucune ligne de financement n'a été garantie. Une fois de plus, on est dans l'attente.

À l'inverse, le dossier du viaduc des Trois Fontaines est plus avancé. Pour rappel, ce viaduc construit également sans permis en 1973 n'a pas vocation à être démolit dans le cadre du PAD. Le chantier est planifié pour démarrer entre la fin du premier et le début du troisième trimestre 2026. Les permis d'urbanisme et d'environnement ont été délivrés, y compris en zone Natura 2000. Le chantier, phasé sur trois ans, a été conçu de façon à maintenir deux bandes de circulation dans chaque sens pendant toute sa durée, ce qui en allonge la durée, mais limite fortement les perturbations en matière de circulation. Trois phases de travaux sont prévues sur la structure, et une phase supplémentaire est envisagée pour les aménagements sous l'ouvrage, pour lesquels une demande de permis est prévue fin juillet.

Petite précision, il s'agit là de la durée maximaliste prévue par le CSC. Des études de mobilité sont en cours et en fonction des résultats, d'autres mesures pourraient être prises en matière de circulation automobile, ce qui pourrait permettre une réduction de la durée du chantier. Un équilibre devra donc être fait entre durée du chantier et impact sur la circulation.

Il est par ailleurs évident que la coordination de tous ces chantiers est extrêmement importante. Je ne cesse d'ailleurs de le rappeler dans les différentes réunions de chantier. Je ne peux que regretter aussi que le chantier de rénovation du viaduc des Trois Fontaines ne puisse pas se tenir en même temps que la phase actuelle sur le carrefour Léonard, car nous aurions pu bénéficier des déviations et des mesures d'accompagnement déjà mises en place vu que les deux chantiers se font sur le même axe de circulation. Une occasion ratée, au détriment des riverains et des automobilistes qui verront deux chantiers s'enchaîner avec quasiment les mêmes impacts sur la circulation. Une nouvelle preuve aussi que l'absence de Gouvernement régional est plus que préjudiciable.

Je souhaite aussi revenir sur un autre dossier important, que vous avez évoqué : celui des eaux de ruissellement polluées. C'est un combat de longue haleine mené par la commune. Depuis des années, nous dénonçons le fait que des eaux chargées de résidus de circulation autoroutière – hydrocarbures, métaux

lourds – se déversent directement dans les étangs du Rouge-Cloître, en plein cœur d'un site classé, à haute valeur écologique. Aujourd'hui, grâce à notre insistance, un règlement définitif de cette problématique est enfin en vue. Le chantier du viaduc des Trois Fontaines intégrera un système de gestion des eaux, avec filtres à hydrocarbures, pour éviter ces pollutions à l'avenir. C'est une avancée concrète et majeure.

En conclusion, je le redis très clairement: la commune fait sa part du travail. Elle est présente à toutes les réunions techniques, elle pousse les opérateurs à avancer, elle entretient le dialogue avec les riverains, les promoteurs, les administrations. Mais ce que nous ne pouvons pas faire à la place de la Région, c'est prendre les décisions budgétaires et stratégiques que seul un gouvernement légitime peut prendre. Ce projet est trop important pour Bruxelles et pour Auderghem pour rester bloqué encore un an de plus.

Nous sommes prêts. Il faut maintenant que la Région le soit aussi.

J'espère avoir pu répondre à toutes vos questions.

Matthieu Pillois

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 juin 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Vincianne Lerate, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 26.06.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de Heer Mathieu Poma en mevrouw Valérie Locatelli (Liste de la Bourgmestre): Herrmann-Debrouxviaduct #

Openbare zitting**Secretariaat**

Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Burgemeester,
Geachte Schepenen,

Beste collega's, geacht publiek,

De pers maakte onlangs ironische opmerkingen over een tussenkomst in het parlement van Rudi Vervoort en Brussel Mobiliteit, waarin werd uitgelegd dat een renovatie van het Herrmann-Debrouxviaduct noodzakelijk zou zijn vóór de afbraak ervan.

U bent zelf in de media tussengekomen om deze verklaringen aan te vullen. U legde uit dat de afwezigheid van een gewestregering en de onzekerheden – met name op budgettair vlak – de timing van een afbraak onzeker maken, en dat de veiligheid van de weggebruikers het noodzakelijk maakt om een scenario te voorzien waarin onderhoud in tussentijd vereist is.

De heer Vervoort sprak over werkzaamheden aan het viaduct van Drie Fonteinen in 2026, gevolgd door werken aan het Herrmann-Debrouxviaduct en daarna afbraak... maar hij erkende zelf dat deze timing moeilijk te halen zou zijn.

Mijn vragen zijn als volgt:

- Heeft het dossier van de afbraak vooruitgang geboekt sinds uw laatste tussenkomsten over dit onderwerp?
- Heeft u bijkomende informatie ten opzichte van wat in de pers werd vermeld over een eventuele renovatie van beide viaducten?
- Zo'n renovatie vergt een budget. Kan een regering in lopende zaken zo'n beslissing nemen, en hebt u signalen opgevangen over een eventuele voorziening van deze werken in 2026?
- Is er een mobiliteitsplan in voorbereiding en zullen deze werken gecoördineerd worden met die in Jezus-Eik, ervan uitgaande dat het Leonardkruispunt dan voltooid zal zijn?
- De blokkering van dit dossier vertraagt de uitvoering van het hele RPA. Op welke onderdelen kan de gemeente al vooruitgang boeken zonder op het gewest te wachten?
- Kunnen we een stand van zaken krijgen over het dossier van het afvloeiend water dat de vijvers van het Rood-Klooster vervuult?

Met dank,

Mathieu Poma, Valérie Locatelli

• **Antwoord van de heer Matthieu Pillois, Schepen**

Mevrouw de raadslid,

Dank voor uw vraag over dit dossier, dat vandaag de grenzen laat zien van een stilgevalLEN regionaal bestuur dat niet in staat is het nodige momentum te geven aan een structureel project voor onze gemeente en héél het oosten van Brussel.

Op 13 juni jl. vond de vergadering van het operationeel platform Herrmann-Debroux plaats – de eerste sinds bijna een jaar. Dat spreekt boekdelen. Het ontbreken van een volwaardig regionaal Gewestbestuur vormt momenteel het belangrijkste obstakel voor de vooruitgang van dit dossier. Er is geen begrotingsarbitrage mogelijk, geen strategische beslissing kan genomen worden, en essentiële projecten liggen simpelweg stil.

Een sprekend voorbeeld: het P+R-project rond ADEPS, onder de E411 – nochtans cruciaal voor de transitie naar een stedelijke boulevard – ligt volledig stil. Waarom? Omdat er 45000euro ontbrak om een haalbaarheidsstudie af te ronden. Dit P+R, met bijbehorende openbaarvervoersinfrastructuur, is echter een noodzakelijke voorwaarde voor de sloop van de viaduct Herrmann-Debroux. Zonder dit is de omslag naar een duurzaam, minder verzadigd mobiliteitsmodel onmogelijk. Dat is waar de besluiteloosheid ons brengt: miljoenen staan op het spel om de stad te transformeren, maar geblokkeerd omwille van enkele tienduizenden euro's.

Wat specifiek de viaduct Herrmann-Debroux betreft: ik herinner eraan dat de sloop ervan nog steeds de referentieoptie is in het kader van het RUP. Ook het Brussels Gewest – Mobiliteit is trouwens bezig met een technische haalbaarheidsstudie voor de sloop. Toch, en dat heb ik al meermaals benadrukt, is de timing voor de sloop onzeker geworden wegens het ontbreken van een regionaal Gewestbestuur. Het nieuw geraamd tijdschema voorziet geen sloop vóór 2029 of wellicht 2030. Het is dus aan Brussels Gewest – Mobiliteit om een overgangsscenario te voorzien, waarbij vóór de sloop een uitzonderlijke onderhoudsoperatie moet plaatsvinden ter waarborging van de gebruiksveiligheid.

Het gaat volgens Brussels Gewest – Mobiliteit niet om een renovatie in strikte zin, maar om een uitzonderlijke onderhoudsoperatie met als doel het minimale veiligheidsniveau voor gebruikers te garanderen, in afwachting van een politieke beslissing tot sloop.

Een bijzonder bestek is momenteel in opmaak bij Brussels Gewest – Mobiliteit. Dat zou tegen het einde van het jaar afgerond moeten zijn. En u hebt gelijk over de budgettaire kwestie: kan een regering in lopende zaken zo'n uitgave toewijzen? Het antwoord is helaas: voorlopig nee. Het bestek is klaar om te worden gelanceerd, maar de finale beslissing tot uitgave zal vermoedelijk aan het volgende Gewestbestuur zijn. Voorlopig is geen enkele begrotingsarbitrage genomen en geen enkele financieringslijn gegarandeerd. Opnieuw zitten we in afwachting.

In tegenstelling daarmee staat het dossier rond de viaduct TroisFontaines verder. Ter herinnering: deze in 1973 eveneens zonder vergunning gebouwde viaduct staat niet op de slooplijst in kader van het RUP. De werken staan gepland van eind tweede tot begin derde kwartaal 2026. De stedenbouwkundige en milieuvergunningen zijn verleend, ook in Natura2000-gebied. De gefaseerde werf over drie jaar is zo ontworpen dat er steeds twee rijstroken per richting behouden blijven, wat de duur verlengt maar de verkeershinder beperkt. Drie fasen werk aan de structuur zijn voorzien, plus een extra fase voor onderslagwerken waarvoor eind juli een omgevingsvergunningsaanvraag gepland is.

Kleine verduidelijking: dit is de maximale duur volgens het bestek. Mobiliteitsstudies zijn lopende en afhankelijk van de resultaten kunnen bijkomende verkeersmaatregelen genomen worden, wat de werfduur kan verkorten. Een evenwicht moet dus gevonden worden tussen werfduur en impact op het verkeer.

Bovendien is een grondige coördinatie van al deze werven van groot belang. Dat benadruk ik voortdurend in de werfvergaderingen. Ik betreur dan ook dat de renovatie van de viaduct Trois Fontaines niet gelijktijdig kon doorgaan met de huidige fase aan de kruispunt Léonard, want dan hadden we kunnen profiteren van omleidingen en begeleidende maatregelen die al waren ingevoerd, gezien beide werven op dezelfde verkeersas liggen. Een gemiste kans, ten koste van omwonenden en automobilisten die twee opeenvolgende werven zullen ondervinden met min of meer dezelfde verkeershinder. Opnieuw een bewijs dat het gebrek aan een regionaal Gewestbestuur bijzonder schadelijk is.

Ik kom nog even terug op een ander belangrijk dossier dat u aanhaalde: dat van verontreinigde afvloeiend water. Het is een langlopend gevecht van de gemeente. Jarenlang hekelen we dat water vervuild met uit de autorit afkomstig residu – koolwaterstoffen, zware metalen – rechtstreeks in de vijvers van Rouge-Cloître

stroomt, in het hart van een erkend, ecologisch waardevol gebied. Vandaag is er, dankzij ons volgehouden aandringen, eindelijk zicht op een definitieve oplossing. De werf van de viaduct Trois Fontaines zal een systeem voor het beheer van regenwater bevatten, met filters voor koolwaterstoffen, om toekomstige vervuiling te vermijden. Dat is een concreet en belangrijk resultaat.

In conclusie, ik zeg het duidelijk: de gemeente doet haar deel van het werk. Ze is aanwezig op alle technische vergaderingen, dringt aan bij de operatoren, onderhoudt de dialoog met omwonenden, ontwikkelaars, administratie. Maar wat wij niet kunnen doen in plaats van het Gewest, is de begrotings- en strategische beslissingen nemen die alleen een legitiem Gewestbestuur kan nemen. Dit project is te belangrijk voor Brussel en voor Oudergem om nog een jaar langer geblokkeerd te blijven.

Wij zijn er klaar voor. Nu is het de beurt aan het Gewest.

Ik hoop dat ik al uw vragen heb kunnen beantwoorden.

Matthieu Pillois

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 27 juni 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Vincianne Lerate, Edouard Brainis, *Conseillers communaux*.

Séance du 26.06.25

**#Objet : Question orale de Madame Alodie De Poorter Capillon (Liste de la Bourgmestre) :
L'épidémie de gale chez les renards #**

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins.

Chers Collègues, cher public,

Au cours des dernières décennies, Audergthem, commune verdoyante a vu sa faune urbaine évoluer de manière significative, notamment avec l'apparition et la multiplication des renards roux. Ce phénomène, loin d'être isolé, s'inscrit dans une tendance plus large d'adaptation des renards en milieux urbains en Belgique.

Ces dernières années, les observations se multiplient, notamment dans les bois de la commune, les parcs publics. Il n'est d'ailleurs plus rare de croiser un animal dans nos jardins voire même en rue.

La présence accrue des renards à Audergthem porte parfois à questionnement. Si ces animaux participent à la biodiversité urbaine et contribuent à réguler certaines populations de nuisibles tel que les rats, souris,..., ils peuvent aussi occasionner des nuisances, notamment en fouillant dans les poubelles ou en s'approchant des habitations.

Dernièrement, une épidémie de gale a fait son apparition, touchant de manière dramatique les renards. Ceux-ci semblent faméliques et changent de comportement, s'approchant des humains, même en plein jour, pour quémander de la nourriture.

Mes questions sont les suivantes:

- Quels sont les symptômes et conséquences de la gale pour les renards ?
- Que faire face à un animal blessé ou malade? Qui appeler?
- A-t-on le droit de nourrir les renards?
- La gale est-elle transmissible à l'homme ou à nos animaux de compagnie?
- Quels sont dès lors les bons gestes à adopter
- Que préconise la commune et où trouver les informations nécessaire ?

Merci pour vos réponses

- **Réponse de Madame Florence Couldrey, Échevine :**

Madame la conseillère communale,

Je vous remercie pour votre question.

Récemment, dans la presse, la Ligue Royale Belge pour la Protection des Oiseaux (LRBPO) , qui prend en charge les animaux sauvages blessés ou malades à Bruxelles a tiré la sonnette d'alarme: environ 85% des renards qu'ils recueillent sont affectés par la gale. Selon eux, l'épidémie de gale est une maladie qui se développe plus quand il y a beaucoup d'individus au même endroit,

Au fil des années, la population des renards a augmenté à Bruxelles. Parmi les causes, les sources de nourriture abondantes, telles que les déchets alimentaires dans les poubelles, les rongeurs urbains ou petits animaux présents. A cela s'ajoute le fait, que malgré l'interdiction de nourrissage, des citoyens donnent à manger aux renards, troublant ainsi l'écosystème.

A cela s'ajoute le fait qu'en milieu urbain, les renards peuvent être moins exposés aux prédateurs naturels et aux dangers de la vie sauvage, ce qui peut favoriser leur survie et leur reproduction. Or justement, le renard a un taux de reproduction élevé.

La gale est une maladie transmise par une sorte d'acariens parasites, les sarcoptes, et qui passe d'un individu à l'autre en cas de contact direct. Elle entraîne des démangeaisons parfois intenses, des lésions cutanées, une perte de poils et peut affaiblir gravement l'animal et une détérioration de l'état de santé général. Sans traitement, la gale peut être mortelle pour les renards, en particulier en cas d'infection sévère et de complications.

Concernant les gestes à adopter.

L'Ordonnance du 1er mars 2012 relative à la conservation de la nature reprend les renards parmi les espèces bénéficiant d'une protection stricte sur l'ensemble du territoire régional. (annexe II.2)

Les agents de Bruxelles Environnement (anciennement de l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement) sont expressément visés par l'Ordonnance du 1er mars 2012 en son article 69, al. 4, comme étant les agents responsables de la prise en charge des animaux blessés ou morts.

Pour Bruxelles Environnement, si l'animal est affaibli au point de ne plus pouvoir se déplacer, il convient de contacter le 112. L'équipe ART (Animal Rescue Team) des pompiers interviendra. Le renard sera transporté à la Ligue Royale Belge pour la Protection des Oiseaux (LRBPO)

Si un renard sait encore se déplacer, Bruxelles Environnement préconise de le laisser tranquille, expliquant que certains renards parviennent à se rétablir de façon naturelle.

La situation pose question en matière de bien-être animal.

Le délai entre la contamination par la gale et la mort d'un renard peut varier en fonction de plusieurs facteurs. Pendant cette période, les renards peuvent connaître de vraies souffrances.

En ce qui concerne la Constitution belge, elle prévoit, depuis le 15 mai 2024 (article 7bis, al. 2) que : « Dans l'exercice de leurs compétences respectives, l'État fédéral, les communautés et les régions veillent à la protection et au bien-être des animaux en tant qu'être sensibles. »

Il y a quelques semaines, j'ai transmis à Bruxelles Environnement le témoignage d'une des auderghemoises, qui m'avait contactée. Elle m'expliquait qu'en promenant son chien, elle avait vu renard agonisant dans la forêt. Ensuite, elle avait tenté en vain de contacter en vain Bruxelles Environnement. Puis, elle a sollicité le 112, qui lui aurait expliqué qu'en forêt , c'est à Bruxelles Environnement d'intervenir en Forêt et non à eux. Après avoir transmis ce témoignage à la direction générale de Bruxelles Environnement, une semaine plus tard, il m'a été répondu que plus tard que (désormais ?) le 112 interviendra en Forêt.

Le pouvoir d'une commune concernant le bien-être des renards semble inexistant.

Afin de tenter de limiter la souffrance des renards, j'ai proposé, sans succès, à la direction de Bruxelles Environnement de voir s'il serait possible de traiter les renards avant qu'ils ne deviennent des « morts-vivants ».

Il y a quelques semaines, j'ai suggéré à Bruxelles Environnement de créer une plateforme où les citoyens pourraient signaler les terriers de renard(s) touché(s) par la gale de façon à les soigner avant qu'ils ne se trouvent en situation d'agonie. Une autre option aurait pu être de créer un onglet « renard gale » dans Fix My Street qui renverrait vers le 112. L'objectif était de permettre de pouvoir agir avant que le renard ne soit en situation trop critique. La gale sarcoptique peut être traitée avec des médicaments antiparasitaires appropriés. Un traitement précoce peut améliorer les chance de survie.

A la décharge de Bruxelles-Environnement, une telle prise en charge nécessite un budget. Un budget qu'il est difficile de dégager dans le contexte financier que nous connaissons et en l'absence d'un gouvernement régional bruxellois.

Concernant le risque de transmission

Le risque de transmission de la gale du renard à l'homme est faible et se manifeste par de légères démangeaisons en cas de contact répété.

Au niveau des animaux, les chiens sont plus exposés à la gale. Ils peuvent la contracter suite à un contact direct avec un animal infecté ou avec une zone contaminée. Les chats sont moins concernés. Chez les animaux domestiques, la gale se soigne en général facilement avec des médicaments antiparasitaires appropriés.

Dans un souci de prévention, j'ai suggéré, sans succès, à Bruxelles Environnement de placer des panneaux informatifs à l'entrée de la forêt de façon à ce que les propriétaires de chiens puissent choisir de donner un traitement préventif à leur chien ou les tenir en laisse même dans les zones chiens sans laisse.

Les informations pratiques transmises par Bruxelles-Environnement se trouvent sur le site internet de notre commune.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 juin 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Vincianne Lerate, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 26.06.25

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Alodie De Poorter Capillon (Liste de la Bourgmestre):
De schurftepidemie bij vossen #**

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Burgemeester,
Geachte Schepenen,
Beste collega's, geacht publiek,

In de voorbije decennia heeft Oudergem, een groene gemeente, haar stedelijke fauna sterk zien evolueren, in het bijzonder met de opkomst en toename van de roodvos. Dit fenomeen staat niet op zichzelf, maar maakt deel uit van een bredere trend waarbij vossen zich aanpassen aan stedelijke omgevingen in België.

De waarnemingen nemen de laatste jaren toe, vooral in de bossen van de gemeente en in de openbare parken. Het is zelfs niet langer uitzonderlijk om een vos in onze tuinen of zelfs op straat tegen te komen.

De toenemende aanwezigheid van vossen in Oudergem roept soms vragen op. Hoewel deze dieren bijdragen aan de stedelijke biodiversiteit en helpen bij het reguleren van bepaalde plaagdieren zoals ratten en muizen, kunnen ze ook overlast veroorzaken, bijvoorbeeld door vuilniszakken open te scheuren of dicht bij woningen te komen.

Recentelijk is er een schurftepidemie opgedoken die de vossen ernstig treft. Ze lijken uitgehongerd en vertonen afwijkend gedrag: ze benaderen mensen, zelfs overdag, om voedsel te bedelen.

Mijn vragen zijn als volgt:

- Wat zijn de symptomen en gevolgen van schurft bij vossen?
- Wat moet men doen bij het aantreffen van een gewond of ziek dier? Wie kan men contacteren?
- Mag men vossen voederen?
- Is schurft overdraagbaar op mensen of onze huisdieren?
- Wat zijn de juiste reflexen in deze situatie?
- Wat beveelt de gemeente aan en waar kan men de nodige informatie vinden?

Dank u voor uw antwoorden.

- **Antwoord van mevrouw Florence Couldrey, schepen**

Mevrouw het gemeenteraadslid,
Dank u voor uw vraag.

Onlangs sloeg de Koninklijke Belgische Liga voor de Bescherming van de Vogels (KBLPV), die in Brussel gewonde of zieke wilde dieren opvangt, alarm: ongeveer 85% van de vossen die zij opvangen, lijden aan schurft. Volgens hen is deze schurftepidemie een aandoening die zich sterker ontwikkelt wanneer er veel dieren op dezelfde plek samenleven.

Doorheen de jaren is de vossenpopulatie in Brussel toegenomen. De oorzaken zijn onder meer de overvloedige voedselbronnen, zoals etensresten in vuilnisbakken, stadsratten en andere kleine dieren. Daarbovenop komt dat sommige burgers, ondanks het verbod op het voederen van wilde dieren, toch voedsel aan vossen geven, wat het ecosysteem verstoort.

Verder zijn vossen in stedelijke omgevingen minder blootgesteld aan natuurlijke predatoren en gevaren van het wildleven, wat hun overlevingskansen en voortplanting bevordert. Vossen hebben immers een hoog voortplantingsvermogen.

Schurft is een ziekte die wordt overgedragen door een soort parasitaire mijten, de schurftmijt (*Sarcoptes*), en verspreidt zich via direct contact. Ze veroorzaakt soms intense jeuk, huidletsels, haaruitval, en kan het dier ernstig verzwakken en zijn algemene gezondheidstoestand aantasten. Zonder behandeling kan schurft dodelijk zijn voor vossen, vooral bij zware infecties of complicaties.

Wat te doen in geval van een besmette vos?

De Ordonnantie van 1 maart 2012 inzake natuurbehoud erkent vossen als een strikt beschermde soort in het gehele gewestelijke grondgebied (bijlage II.2).

De agenten van Leefmilieu Brussel (vroeger het BIM) worden in artikel 69, vierde lid, van deze ordonnantie uitdrukkelijk aangeduid als verantwoordelijk voor het beheer van gewonde of dode dieren.

Volgens Leefmilieu Brussel moet men, indien het dier zo verzwakt is dat het zich niet meer kan verplaatsen, het nummer 112 bellen. Het ART-team (Animal Rescue Team) van de brandweer komt dan tussen. De vos wordt vervolgens overgebracht naar de Koninklijke Belgische Liga voor de Bescherming van de Vogels (KBLPV).

Als de vos zich nog kan verplaatsen, raadt Leefmilieu Brussel aan hem met rust te laten, omdat sommige vossen spontaan genezen.

De situatie roept vragen op inzake dierenwelzijn.

De periode tussen besmetting met schurft en het overlijden van een vos varieert afhankelijk van verschillende factoren. Tijdens deze periode kunnen de dieren ernstig lijden.

De Belgische Grondwet bepaalt sinds 15 mei 2024 (artikel 7bis, tweede lid): "Bij de uitoefening van hun respectieve bevoegdheden dragen de federale staat, de gemeenschappen en de gewesten zorg voor de bescherming en het welzijn van dieren als wezens met gevoel."

Enkele weken geleden heb ik een getuigenis van een inwonster van Oudergem doorgestuurd naar Leefmilieu Brussel. Zij had me gecontacteerd om te melden dat ze tijdens het wandelen met haar hond een stervende vos in het Zoniënwoud had gezien. Ze had geprobeerd Leefmilieu Brussel te bereiken, zonder succes. Daarna belde ze 112, waar men haar zou hebben verteld dat het in het bos de verantwoordelijkheid is van Leefmilieu Brussel en niet van hen. Nadat ik dit had gemeld aan de directie van Leefmilieu Brussel, kreeg ik een week later de bevestiging dat voortaan ook 112 tussenbeide zal komen in het bos.

De bevoegdheden van de gemeente inzake het welzijn van vossen lijken onbestaande.

Om het lijden van vossen te beperken, heb ik – helaas zonder succes – aan de directie van Leefmilieu Brussel voorgesteld om te onderzoeken of het mogelijk is zieke vossen te behandelen vóór ze “levende doden” worden.

Enkele weken geleden stelde ik Leefmilieu Brussel ook voor om een meldingsplatform op te zetten waar burgers vossenholen die vermoedelijk door schurft getroffen zijn kunnen aangeven, zodat men tijdig kan ingrijpen. Een andere optie zou zijn een knop “vos-schurft” toe te voegen aan Fix My Street, die doorverwijst naar 112. Het doel was te kunnen handelen vóór de vos in een te vergevorderde toestand terechtkomt. *Sarcoptes*schurft kan immers behandeld worden met geschikte antiparasitaire middelen. Vroegtijdige behandeling verhoogt de overlevingskansen aanzienlijk.

In alle eerlijkheid: zo’n aanpak vraagt om een budget – en dat budget is in de huidige financiële context moeilijk te vinden, zeker zolang er geen nieuwe Brusselse Gewestregering is.

Wat betreft het risico op besmetting:

Het risico dat vossenschurft op mensen wordt overgedragen is klein en beperkt zich doorgaans tot lichte jeuk bij herhaald contact.

Bij dieren zijn honden het meest blootgesteld. Ze kunnen besmet raken via direct contact met een besmet

dier of via besmette oppervlakken. Katten zijn minder gevoelig. Bij huisdieren kan schurft doorgaans goed worden behandeld met geschikte antiparasitaire medicatie.

In een preventieve logica stelde ik – eveneens zonder succes – voor om informatieborden te plaatsen aan de ingangen van het bos, zodat hondenbezitters zelf kunnen beslissen om preventieve behandelingen toe te dienen of hun hond aan de leiband te houden, ook in losloopzones.

De praktische informatie van Leefmilieu Brussel is terug te vinden op de website van onze gemeente.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 27 juni 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elôise Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Vincianne Lerate, Edouard Brainis, *Conseillers communaux*.

Séance du 26.06.25

#Objet : Question orale de Monsieur Marc Vandame et de Madame Valérie Lowagie (Liste de la Bourgmestre) : Réaménagement du square du sacré cœur et impact sur le trafic local #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins.

Chers Collègues, cher public,

Début juin ont commencé les travaux au square du Sacré-Cœur. Ce projet, coconstruit avec les habitants, est le fruit de nombreuses réunions de concertation avec le quartier, dont la dernière s'est tenue le 19 mai dernier.

Le site internet de la commune souligne que ce réaménagement vise à améliorer l'accessibilité du quartier, à renforcer la sécurité pour tous, et à inscrire le projet dans une démarche plus durable, notamment grâce à une meilleure absorption des eaux pluviales, réduisant ainsi les risques d'inondation en aval.

La première phase des travaux est en cours. Malgré les informations diffusées en amont, d'importantes difficultés de mobilité ont été constatées dans le quartier.

Mes questions sont les suivantes :

1. Pourriez-vous nous rappeler les principaux éléments du projet ?
2. Quelles ont été les initiatives de co-construction menées avec les riverains ?
3. Quelles mesures d'information ont été prises, tant à l'égard des habitants que des autres usagers du quartier, comme les élèves des écoles ou les clients du Trac ?
4. Comment le chantier est-il organisé et quelles mesures sont prévues pour en minimiser l'impact sur la circulation ?
5. Les impétrants utilisateurs des voiries et trottoirs, comme les intercommunales ou les sociétés privées qui gèrent des réseaux de câbles ou de canalisations pour fournir des services tels que l'eau, le gaz, l'électricité ou les données participent-ils au chantier pour renouveler les conduites, ceci pur éviter des réouvertures ultérieures ?
6. Quelles adaptations sont prévues pour la STIB, Bruxelles-Propreté et les autres services aux citoyens ?
7. Sur la base des premiers jours du chantier, quels sont les premiers retours recueillis, et quelles adaptations envisagez-vous afin de réduire au mieux les nuisances pour les riverains et usagers ?
8. Quelles seront les prochaines phases du projet, et selon quel calendrier ?

En vous remerciant
Marc Vandame et Valerie Lowagie

• **Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin**

Madame la conseillère,
Monsieur le conseiller,

Je vous remercie pour cette question, qui me permet de faire le point sur ce chantier d'importance pour notre commune, mais aussi de répondre à certaines idées reçues qui circulent depuis plusieurs semaines.

Ce projet, je tiens à le rappeler, n'est ni improvisé, ni imposé. Il est le fruit d'un travail approfondi entamé en 2019, avec des objectifs clairs : transformer un espace minéralisé, aujourd'hui utilisé principalement comme parking, en un véritable cœur de quartier, plus vert, plus accessible, plus sécurisé et mieux préparé aux enjeux environnementaux actuels. Il s'agit donc d'un projet de transition au service de la qualité de vie locale.

Contrairement à certaines affirmations, nous n'avons jamais agi en catimini. Dès le lancement du projet, la commune a choisi la voie de la transparence et de la participation. Plusieurs réunions publiques ont été organisées, dont notamment une visite exploratoire sur place où nous avons recueilli (avec le bureau d'études) les craintes, les souhaits etc. des habitants et réunion dans le réfectoire de l'école Saint-Hubert où il y avait des ateliers permettant aux riverains d'imaginer le Square, d'indiquer ce qui n'allait pas, de proposer des solutions, etc. En octobre 2022, une nouvelle réunion publique s'est tenue à la maison communale pour présenter une version retravaillée du projet. Cette version tenait compte des remarques émises lors des étapes précédentes, et des contraintes régionales.

Suite à une participation à cette réunion qui n'a pas été jugée assez représentative, nous avons voulu aller plus loin. Nous avons lancé une consultation papier toutes-boîtes, envoyée dans tout le quartier, pour permettre à chacun de s'exprimer, même sans internet ou sans présence aux réunions. Cette démarche n'est pas une obligation légale : c'est un choix politique. Nous avons voulu élargir la base de concertation, au-delà du cadre minimum requis. Une page web a été créée afin de donner l'ensemble des informations sur le projet et permettre un vote en toute connaissance de cause. Résultat : une majorité des répondants étaient favorables à la poursuite du projet. Certes, ce n'est pas un vote à l'unanimité, mais il s'agit bien d'une majorité obtenue à travers un dialogue direct avec les riverains et après de nombreuses étapes de concertation. Si une majorité avait voté contre le projet, nous aurions aussi respecté cette décision.

Sur cette base, les plans ont été ajustés, puis soumis à l'enquête publique réglementaire et à la commission de concertation. Quatre réclamations ont été introduites. Elles ont toutes été prises en considération, analysées sérieusement et certaines ont permis d'améliorer encore le projet. Le processus a donc été mené avec rigueur, en respectant toutes les étapes légales et en allant souvent au-delà.

Sur le stationnement, autre sujet qui fait l'objet de nombreuses exagérations sur les réseaux sociaux, je veux être très précis. Initialement, la Région souhaitait supprimer à minima 25% des emplacements existants. La commune s'y est opposée fermement, a introduit un recours, et a obtenu gain de cause. Résultat : seules quatre places seront supprimées sur un total de 31. Il n'y a donc pas de "disparition totale du stationnement", comme certains le laissent entendre.

J'en viens maintenant au chantier lui-même. Il a démarré le 10 juin dernier. La première phase, qui est la plus impactante en matière de mobilité, durera quatre mois. Elle concerne principalement le carrefour Chaudron–Meunier–Goemaere–Schaller, qui est un nœud central du quartier. Pendant cette période, certains itinéraires sont adaptés, notamment la fermeture temporaire de la portion de l'avenue Chaudron entre le clos des Trois-Fontaines et la rue Albert Meunier. Un plan de déviation, élaboré avec la police, a été mis en place. Nos services et la police ont été présents sur le terrain dès le début du chantier pour orienter les automobilistes et réagir rapidement aux imprévus. Des ajustements ont d'ailleurs été décidés dès les premiers jours pour améliorer la circulation, notamment en passant certaines rues en sens unique pour fluidifier le trafic.

La 2e phase concernera les voiries annexes au square. Des déviations locales seront nécessaires, mais l'avenue Chaudron sera rouverte à la circulation. Les plans de déviation locale seront communiqués avant le début de la phase. La dernière phase concernera le réaménagement de la place elle-même (aménagements paysagers, revêtements, mobilier urbain, plantations) et se terminera à la mi-avril 2026.

En matière de communication, là aussi, je veux contredire fermement les propos qui prétendent que les habitants n'auraient pas été informés. Nous avons communiqué à chaque étape : via le journal communal,

distribué à tous les foyers ; via le site internet de la commune, où une page dédiée au chantier est régulièrement mise à jour ; via des toutes-boîtes ; et via des affiches placées dans les rues concernées et dans les commerces de proximité. Les directions des écoles aux alentours du site ont été averties en amont du chantier par les services communaux afin que la communication puisse être transmise aux parents. L'école Sainte-Bernadette qui est directement située sur la zone du chantier est quant à elle invitée aux réunions de chantiers qui se tiennent toutes les semaines. Le trac a comme les autres riverains et commerces du quartier reçu les invitations aux réunions d'information.

Concernant la STIB, je souhaite apporter des précisions importantes. Il est exact que la ligne 41 est déviée durant cette première phase du chantier, ce qui impacte les usagers. Je comprends pleinement les désagréments que cela peut occasionner, en particulier pour les familles, les personnes âgées ou les élèves qui utilisent cette ligne au quotidien. Mais cette situation n'a rien d'improvisée : nous avons anticipé la problématique en amont, en entamant une concertation avec la STIB. Initialement, l'opérateur prévoyait de limiter la ligne à Herrmann-Debroux. Grâce à notre insistance, nous avons obtenu un prolongement du parcours jusqu'à l'ADEPS, avec des arrêts temporaires créés dans le bas des rues Schoonejans et Meunier.

Nous sommes en dialogue constant avec la STIB et nous lui avons encore très récemment demandé d'examiner une nouvelle fois la faisabilité d'un prolongement vers le terminus Transvaal. La réponse a été claire : les caractéristiques topographiques du quartier, la largeur des voiries, la présence d'obstacles (ralentisseurs, stationnement, poteaux), rendent cette option techniquement impossible à ce stade. La rue Meunier ne permet pas non plus une circulation sécurisée des bus, et l'entrée par le square est tout simplement impraticable en raison du chantier.

Je rappelle aussi que toute déviation doit être validée non seulement par l'opérateur, mais aussi par la police, par Bruxelles Mobilité, et par la Commission régionale de coordination des chantiers. Les déviations ne sont donc pas des décisions prises unilatéralement par la commune ou la STIB. Il s'agit d'un équilibre complexe, entre faisabilité technique, sécurité, continuité du service et contraintes du chantier.

Concernant les autres services publics : les bulles à verre sont temporairement déplacées sur le square, mais seront réinstallées à la fin du chantier. Elles seront enterrées et modernisées. Bruxelles-Propreté a adapté son service de collecte et les personnes concernées ont été prévenues par un toutes-boîtes de la commune. L'accès des secours est garanti.

Enfin, l'entrepreneur placera aussi de nouveaux câbles pour Sibelga et pour installer la fibre optique dans le quartier. Une fois le chantier terminé, il ne sera plus possible d'effectuer des travaux coordonnés des impétrants sur cette zone pendant 3 ans sauf en cas d'urgence. Les raccordements individuels seront toujours possibles.

Ce chantier n'est donc pas un caprice. C'est un investissement dans la qualité de vie. Il s'appuie sur une préparation sérieuse, un processus participatif, une volonté constante de dialogue, et une gestion responsable. Tout chantier amène des désagréments et des nuisances. Dire le contraire serait un mensonge ! Mais nous les accompagnons, les expliquons et faisons tout ce qui est possible pour les minimiser. Au bout du chantier, il y aura un quartier apaisé, embelli, plus vert, plus sûr et plus agréable à vivre.

J'espère avoir pu répondre à vos différentes questions.

Matthieu Pillois

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 juin 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Vincianne Lerate, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 26.06.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Marc Vandame en mevrouw Valérie Lowagie (Liste de la Bourgmestre): Herinrichting van het Heilig-Hartsquare en impact op het lokale verkeer #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Burgemeester,
Dames en Heren Schepenen,
Beste Collega's, geacht publiek,

Begin juni zijn de werkzaamheden gestart op het Heilig-Hartsquare. Dit project, samen met de bewoners ontwikkeld, is het resultaat van talrijke overlegvergaderingen met de buurt, waarvan de laatste plaatsvond op 19 mei jongstleden.

De gemeentelijke website benadrukt dat deze herinrichting gericht is op het verbeteren van de toegankelijkheid van de wijk, het versterken van de veiligheid voor iedereen, en het project kadert binnen een meer duurzame aanpak, met name dankzij een betere opname van regenwater, waardoor het risico op overstromingen stroomafwaarts vermindert.

De eerste fase van de werkzaamheden is lopende. Ondanks de vooraf verspreide informatie zijn er aanzienlijke mobiliteitsproblemen vastgesteld in de wijk.

Mijn vragen zijn als volgt:

1. Kunt u ons de belangrijkste elementen van het project nog eens toelichten?
2. Welke initiatieven voor co-creatie werden met de omwonenden genomen?
3. Welke informatievoorziening werd voorzien, zowel voor de bewoners als voor andere gebruikers van de wijk, zoals schoolgaande kinderen of klanten van "Le Trac"?
4. Hoe is de werf georganiseerd en welke maatregelen zijn genomen om de impact op het verkeer te beperken?
5. Nemen de gebruikers van wegen en voetpaden, zoals intercommunales of privébedrijven die kabel- of leidingnetwerken beheren voor diensten zoals water, gas, elektriciteit of data, deel aan de werf om leidingen te vernieuwen en zo latere heropeningen te vermijden?
6. Welke aanpassingen worden voorzien voor de MIVB, Net Brussel en andere diensten aan de burger?
7. Op basis van de eerste dagen van de werf, wat zijn de eerste reacties en welke aanpassingen overweegt u om de hinder voor bewoners en gebruikers zoveel mogelijk te beperken?
8. Wat zijn de volgende fases van het project en volgens welk tijdschema?

Met dank,

Marc Vandame en Valérie Lowagie

• **Antwoord van de heer Matthieu Pillois, Schepen**

Mevrouw de gemeenteraadslid,

Mijnheer de gemeenteraadslid,

Dank u voor uw vraag, die mij de gelegenheid biedt om de stand van zaken toe te lichten over deze belangrijke werf voor onze gemeente, maar ook om te reageren op bepaalde misvattingen die de afgelopen weken de ronde doen.

Dit project, laat mij dat duidelijk stellen, is noch geïmproviseerd, noch opgedrongen. Het is het resultaat van een grondige denkoefening die in 2019 werd gestart, met duidelijke doelstellingen: een versteende ruimte, die momenteel hoofdzakelijk als parkeerplaats dient, omvormen tot een echte wijkkern, groener, toegankelijker, veiliger en beter voorbereid op de huidige milieuproblemen. Het is dus een transitieproject ten dienste van de levenskwaliteit van de buurtbewoners.

In tegenstelling tot wat sommigen beweren, is hier nooit in het geniep gewerkt. Vanaf de start koos de gemeente resoluut voor transparantie en participatie. Er werden verschillende infosessies georganiseerd, waaronder een verkennend bezoek ter plaatse samen met het studiebureau, waarbij we de bekommernissen, wensen enz. van de bewoners verzamelden, en een bijeenkomst in de refter van de Sint-Hubertusschool, met workshops waar buurtbewoners hun ideeën konden delen, aangeven wat niet goed liep en oplossingen voorstellen. In oktober 2022 vond in het gemeentehuis een nieuwe infosessie plaats om een herwerkte versie van het project voor te stellen, aangepast op basis van eerdere opmerkingen en gewestelijke vereisten.

Omdat de opkomst bij die bijeenkomst als niet representatief werd beschouwd, besloten we een stap verder te gaan. We lanceerden een papieren bevraging, huis-aan-huis verspreid in de hele wijk, zodat iedereen zijn mening kon geven, ook zonder internet of fysieke aanwezigheid op vergaderingen. Zo'n bevraging is wettelijk niet verplicht, maar een politieke keuze. We wilden het overleg verbreden, buiten het wettelijk minimum om. Op de gemeentelijke website werd een projectpagina gecreëerd met alle informatie en de mogelijkheid om geïnformeerd een stem uit te brengen. Het resultaat: een meerderheid van de respondenten sprak zich uit vóór het project. Geen unanimité, toegegeven, maar wel een meerderheid verkregen via rechtstreeks overleg met de buurt, na verschillende participatiemomenten. Indien een meerderheid tegen had gestemd, hadden we dat uiteraard ook gerespecteerd.

Op basis daarvan werden de plannen aangepast en vervolgens onderworpen aan het wettelijk openbaar onderzoek en het overlegcomité. Er werden vier bezwaren ingediend. Die zijn stuk voor stuk ernstig onderzocht en sommige ervan leidden tot verdere verbeteringen aan het project. Het proces werd dus zorgvuldig gevoerd, met respect voor alle wettelijke stappen, en vaak zelfs daarbovenop.

Wat de parkeersituatie betreft, waarover op sociale media veel overdreven wordt, wil ik bijzonder duidelijk zijn. Aanvankelijk wilde het Gewest minstens 25% van de bestaande parkeerplaatsen schrappen. De gemeente heeft zich hier fel tegen verzet, diende beroep in en kreeg gelijk. Resultaat: er verdwijnen slechts vier plaatsen op een totaal van 31. Er is dus absoluut geen sprake van een "volledige afschaffing van het parkeren", zoals sommigen beweren.

Dan over de werken zelf. Die zijn gestart op 10 juni. De eerste fase, die de grootste impact heeft op de mobiliteit, duurt vier maanden. Ze betreft voornamelijk het kruispunt Chaudron–Meunier–Goemaere–Schaller, een centrale schakel in de wijk. Gedurende deze periode zijn sommige trajecten aangepast, waaronder een tijdelijke sluiting van het deel van de Chaudronlaan tussen de Drie-Fonteinelaan en de Albert Meunierstraat. Een omleidingsplan werd opgesteld samen met de politie. Vanaf dag één zijn onze diensten en de politie aanwezig ter plaatse om automobilisten te begeleiden en snel te reageren op onvoorziene situaties. Er werden vanaf de eerste dagen ook bijsturingen doorgevoerd, zoals het invoeren van enkele eenrichtingsstraten om het verkeer vlotter te laten verlopen.

De tweede fase betreft de zijstraten rond het plein. Er zullen lokale omleidingen nodig zijn, maar de Chaudronlaan wordt opnieuw opengesteld voor verkeer. De omleidingsplannen worden vóór de start van die fase gecommuniceerd. De laatste fase betreft de heraanleg van het plein zelf (groenaanleg, bestrating, straatmeubilair, aanplantingen) en zal afgerond zijn tegen midden april 2026.

Ook wat communicatie betreft wil ik krachtig reageren op het idee dat bewoners "niet geïnformeerd" zouden zijn. We hebben bij elke stap gecommuniceerd: via het gemeenteblad dat aan alle gezinnen wordt bedeed; via de gemeentelijke website met een regelmatig bijgewerkte projectpagina; via huis-aan-huisfolders; en via affiches in de betrokken straten en handelszaken. De directies van de omliggende scholen werden vóór de

werken op de hoogte gebracht zodat zij ouders konden informeren. De school Sint-Bernadette, die zich midden in de werfzone bevindt, wordt uitgenodigd op de wekelijkse werfvergaderingen. Ook het cultuurcentrum Le Trac, net als de andere buurtbewoners en handelaars, kreeg uitnodigingen voor de infosessies.

Wat de MIVB betreft, is enige nuance op zijn plaats. Het klopt dat lijn 41 tijdens de eerste fase van de werken wordt omgeleid, wat gevolgen heeft voor de gebruikers. Ik begrijp de ongemakken, zeker voor gezinnen, ouderen of leerlingen die dagelijks op deze lijn rekenen. Maar deze situatie is absoluut niet geïmproviseerd: we hebben dit vooraf besproken met de MIVB. In eerste instantie wilde de vervoersmaatschappij de lijn beperken tot Herrmann-Debroux. Dankzij onze tussenkomst wordt de route nu verlengd tot aan de ADEPS, met tijdelijke haltes onderaan de Schoonejans- en Meunierstraat.

We staan in voortdurend overleg met de MIVB en hebben hen onlangs opnieuw gevraagd de haalbaarheid van een verlenging tot het eindpunt Transvaal te onderzoeken. Hun antwoord was duidelijk: de topografie van de wijk, de smalle straten, obstakels zoals verkeersdrempels, geparkeerde wagens en palen maken dit momenteel technisch onmogelijk. Ook de Meunierstraat is niet veilig toegankelijk voor bussen, en het plein is wegens de werf ontoegankelijk.

Ik wil ook benadrukken dat elke omleiding niet alleen goedgekeurd moet worden door de vervoersmaatschappij, maar ook door de politie, Brussel Mobiliteit en de Gewestelijke Coördinatiecommissie voor Werken. Omleidingen zijn dus geen eenzijdige beslissingen van de gemeente of de MIVB. Het gaat om een delicaat evenwicht tussen technische haalbaarheid, veiligheid, continuïteit van de dienstverlening en de beperkingen van de werf.

Wat andere openbare diensten betreft: de glasbollen zijn tijdelijk verplaatst naar het plein, maar worden na afloop opnieuw geïnstalleerd, ondergronds en gemoderniseerd. Net Brussel heeft zijn ophaling aangepast en de betrokken bewoners werden via een gemeentelijke folder geïnformeerd. De doorgang voor hulpdiensten blijft gewaarborgd.

Tot slot zal de aannemer ook nieuwe kabels leggen voor Sibelga en voor de uitrol van glasvezel in de wijk. Na voltooiing van de werf zullen er gedurende drie jaar geen gecoördineerde nutswerken meer mogen plaatsvinden in deze zone, behalve in noodgevallen. Individuele aansluitingen blijven mogelijk.

Deze werf is dus geen gril. Het is een investering in levenskwaliteit. Ze berust op een degelijke voorbereiding, een participatief proces, een constante bereidheid tot dialoog en een verantwoord beheer. Elke werf veroorzaakt hinder, dat ontkennen zou oneerlijk zijn. Maar wij begeleiden die hinder, leggen ze uit en doen er alles aan om ze te beperken. Na de werken wacht er een wijk die rustiger, groener, veiliger en aangener zal zijn.

Ik hoop al uw vragen hiermee beantwoord te hebben.

Matthieu Pillois

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 27 juni 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevins* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Vincianne Lerate, Edouard Brainis, *Conseillers communaux*.

Séance du 26.06.25

#Objet : Question orale de Monsieur Mathieu Poma (Liste de la Bourgmestre) : maltraitance dans des maisons de retraite #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins.

Chers Collègues, cher public,

Le magazine Medor, dans son édition de l'été 2025 faisait un long article sur un groupe de maison de repos et de soin condamné par le passé pour maltraitance et négligence grave dans la région de Charleroi.

L'enquête des journalistes fait état d'une poursuite des manquements dans plusieurs établissements de ce groupe, dont un à Auderghem, la Résidence Bruyères II, avenue Jean Van Haelen.

Dans le cas spécifique des Bruyères, l'article parle de climat de peur, de cas de maltraitance passée, de confiscation des revenus des résidents, d'un manque d'activité, d'hygiène déplorable...

L'article devient franchement inquiétant en abordant le cas de la résidence la Forêt à Woluwe-Saint-Pierre. Celui-ci dénonce pêle mêle un manque de nourriture, une absence de traçabilité, des normes électriques ou incendies non respectées, des médicaments mélangés, un personnel insuffisant, et j'en passe.

Si les Bruyères sont présentées comme la vitrine de ce groupe, ces agissements n'en sont pas moins inquiétants. Mes questions sont les suivantes :

- L'établissement les Bruyères II est-il en règle quant à toutes ses autorisations d'accueils de personnes, de soins, de SIAMU, d'AFSCA,... ?
- Combien de personnes y sont-elles accueillies et quel est leur profil ?
- La commune a-t-elle eu connaissance de manquements ou de plaintes relatives à cet établissement ? Quelles en furent les suites ?
- De quand date le dernier contrôle des services de la commune sur cet établissement et quel en fut le résultat ?
- Les services sociaux sont-ils en lien avec cet établissement et quel est la nature de leur collaboration ?
- Combien d'établissements de repos et de soin notre commune compte-t-elle et combien de personnes y sont-elles accueillies ?
- Quels contrôle la commune exerce-t-elle sur ce type d'établissements et quels sont ses moyens d'action ?

En vous remerciant

Mathieu Poma

• **Réponse de Madame Sophie de Vos, bourgmestre**

La commune n'a plus guère de compétence en la matière. Je n'interviens qu'en tant qu'agent du pouvoir supérieur (COCOM dont la tutelle est votre ministre M. Maron) pour solliciter les avis du SIAMU et pour faire respecter un éventuel avis de fermeture d'Iriscare et donc, sauf indice d'insécurité ou d'insalubrité générales, les services communaux ne procèdent pas à des visites.

Il faut savoir que pour les MRS, c'est nettement moins simples que pour les logements car les normes sont très nombreuses et précises et les législations communautaires n'ont pas, comme le code bruxellois du logement, exprimé une réserve expresse de compétence pour laisser un rôle à la police administrative générale du Bourgmestre. Le Bourgmestre a ici le même rôle que l'Officier d'Etat civil en Population : c'est d'abord un représentant du pouvoir supérieur (raison pour laquelle comme je le disais, nous suivons les avis du SIAMU et les avis des institutions communautaires).

Nous procédons de la sorte, comme toutes les communes, dans de très nombreux autres domaines : horecas avec l'Afsca et Brulabo, crèches avec Kind en Gezin et l'ONE, etc....

Concrètement, la Commune est informée par Iriscare de manière générale dans une logique de gestion de risque de fermeture. Iriscare gère les plaintes et les manquements dans le cadre de sa compétence.

Je vous confirme donc avoir été averti par Iriscare (OIP bicommunautaire relative à la protection sociale en Région de Bruxelles-Capitale) par courrier du 27 février 2025 de la décision prise le 20 février par le Collège réuni de la Commission communautaire commune de considérer comme expirée 25 des places MRS. Il en subsiste 37 (sans soins).

Après avoir pris connaissance de cette décision, contact a été pris avec la résidence afin de vérifier qu'elle était bien au courant de la décision de la COCOM.

De manière générale, cette MRPA est connue comme sous le contrôle de l'inspection mais aucune mesure de fermeture n'est décidée.

À notre connaissance, l'inspection accompagne la structure pour qu'elle se mette en règle.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 juin 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Vincianne Lerate, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 26.06.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de Heer Mathieu Poma (Liste de la Bourgmestre): mishandeling in rusthuizen #

Openbare zitting**Secretariaat**

Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Burgemeester,

Dames en Heren Schepenen,

Beste Collega's, geacht publiek,

Het tijdschrift Médor publiceerde in zijn zomereditie van 2025 een uitgebreid artikel over een groep rust- en verzorgingstehuizen die in het verleden veroordeeld werd wegens mishandeling en zware nalatigheid in de regio Charleroi.

De onderzoeksjournalisten wijzen op het voortduren van tekortkomingen in verschillende instellingen van deze groep, waaronder één in Oudergem: Résidence Bruyères II, gelegen aan de Jean Van Haelenlaan.

In het specifieke geval van de Bruyères vermeldt het artikel een klimaat van angst, gevallen van vroegere mishandeling, het afnemen van inkomsten van bewoners, een gebrek aan activiteiten, en een erbarmelijke hygiëne...

Het artikel wordt ronduit verontrustend wanneer het over de residentie La Forêt in Sint-Pieters-Woluwe gaat. Daar wordt onder meer melding gemaakt van voedseltekort, een gebrek aan traceerbaarheid, het niet-naleven van elektrische of brandnormen, het mengen van medicatie, onvoldoende personeel, en nog veel meer.

Hoewel de Bruyères worden voorgesteld als het uithangbord van deze groep, zijn deze handelingen niet minder verontrustend. Mijn vragen zijn als volgt:

- Is de instelling Les Bruyères II in orde met al haar toelatingen voor opvang, zorgverlening, SIAMU, FAVV enzovoort?
- Hoeveel personen worden daar opgevangen en wat is hun profiel?
- Is de gemeente op de hoogte van tekortkomingen of klachten met betrekking tot deze instelling? Wat werd daarmee gedaan?
- Wanneer vond de laatste controle van de gemeentelijke diensten plaats in deze instelling en wat was het resultaat?
- Hebben de sociale diensten contact met deze instelling en wat is de aard van die samenwerking?
- Hoeveel rust- en verzorgingstehuizen telt onze gemeente en hoeveel personen worden daar opgevangen?
- Welk toezicht oefent de gemeente uit op dit soort instellingen en over welke actiemiddelen beschikt

zij?

Met dank,
Mathieu Poma

• **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester**

De gemeente heeft op dit vlak nauwelijks nog bevoegdheid. Ik treed enkel op als ambtenaar van een hogere overheid (de GGC, onder het toezicht van uw minister, de heer Maron) om de adviezen van de DBDMH (SIAMU) in te winnen en om een eventueel sluitingsadvies van Iriscare te doen naleven. Behalve bij aanwijzingen van algemene onveiligheid of ongeschiktheid, voeren de gemeentelijke diensten dus geen bezoeken uit.

Men moet weten dat het voor de ROB's (Rust- en verzorgingstehuizen) veel minder eenvoudig is dan voor gewone huisvesting, omdat de normen talrijk en zeer specifiek zijn. De gemeenschapswetgevingen hebben, in tegenstelling tot de Brusselse Huisvestingscode, geen uitdrukkelijk voorbehoud van bevoegdheid geformuleerd om een rol te laten voor het algemeen bestuurlijk toezicht van de burgemeester. De burgemeester heeft hier dezelfde rol als de ambtenaar van de burgerlijke stand voor de Bevolking: hij of zij is in de eerste plaats een vertegenwoordiger van de hogere overheid (vandaar, zoals ik al zei, volgen wij de adviezen van de DBDMH en de gemeenschapsinstellingen).

Wij handelen op dezelfde manier als alle andere gemeenten in tal van andere domeinen: horeca in samenwerking met het FAVV en Brulabo, crèches met Kind en Gezin en ONE, enzovoort.

Concreet wordt de gemeente door Iriscare op de hoogte gehouden in het kader van een risicobeheer met het oog op een mogelijke sluiting. Iriscare behandelt de klachten en tekortkomingen binnen het kader van zijn bevoegdheden.

Ik bevestig u dus dat ik door Iriscare (de bicommunautaire instelling voor sociale bescherming in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest) per brief van 27 februari 2025 op de hoogte werd gebracht van de beslissing die op 20 februari genomen werd door het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, waarbij 25 ROB-plaatsen als vervallen worden beschouwd. Er blijven nog 37 plaatsen over (zonder zorg).

Na kennisname van deze beslissing werd contact opgenomen met de residentie om na te gaan of zij wel degelijk op de hoogte was van de beslissing van de GGC.

In het algemeen is deze ROB bekend bij de inspectie, maar er is geen sluitingsmaatregel genomen. Voor zover ons bekend, begeleidt de inspectie de instelling zodat zij zich in regel stelt.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 27 juni 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevins* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Vincianne Lerate, Edouard Brainis, *Conseillers communaux*.

Séance du 26.06.25

**#Objet : Question orale de Messieurs Alan Lenglet et François Lebovy (Ecolo-Groen) : Les
marchands de misère à Auderghem #**

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames les Échevines et Messieurs les Échevins,
Chers collègues,
Cher public,

Sur la commune d'Auderghem, il y a de nombreuses Maisons de Repos qui accueillent beaucoup de personnes qui ne peuvent ou ne veulent plus vivre seule chez elle.

Les habitantes et les habitants du quartier de la place Pinoy connaissent la Résidence Les Bruyères II dont les résidents sont souvent aperçus dans les rues, souvent livrés à eux-mêmes.

C'est entre autres ce qu'il ressort de l'enquête de Philippe Engels parue dans le magazine Médor n°39. Le journaliste qui a été surplace décrit des lieux dans un mauvais état et un encadrement minimal. En juillet 2022, la justice a été saisie d'une plainte pour maltraitance.

L'article nous apprend aussi que la Résidence Les Bruyères II n'a pas été agréée par la Commission communautaire française (Cocof), qui gère les matières francophones de santé dans la capitale. En vertu d'une ordonnance adoptée en 2018, elle doit aujourd'hui obtenir un agrément ou fermer, mais rien n'est prévu pour sanctionner les MRS qui ne sont pas en règle, et cela malgré les plaintes, les signaux d'alerte tirés dans les milieux associatifs. C'est un vide juridique et politique relatif à de telles maisons « pirates ».

Nos questions sont les suivantes :

- Avez-vous eu échos des insuffisances dans la gestion de la Résidence Les Bruyères II avant la parution de l'article dans le magazine Médor ?
- Quels sont les contrôles que la Commune a pu faire jusqu'à présent ?
- Est-ce que les nouveaux éléments apportés par le journaliste, Philippe Engels, sont susceptibles de mobiliser davantage la Commune ?

Pour le groupe Ecolo-Groen,
François Lebovy

- **Réponse de Madame Sophie de Vos, bourgmestre**

La commune n'a plus guère de compétence en la matière. Je n'interviens qu'en tant qu'agent du pouvoir supérieur (COCOM dont la tutelle est votre ministre M. Maron) pour solliciter les avis du SIAMU et pour faire respecter un éventuel avis de fermeture d'Iriscare et donc, sauf indice d'insécurité ou d'insalubrité générales, les services communaux ne procèdent pas à des visites.

Il faut savoir que pour les MRS, c'est nettement moins simples que pour les logements car les normes sont très nombreuses et précises et les législations communautaires n'ont pas, comme le code bruxellois du logement, exprimé une réserve expresse de compétence pour laisser un rôle à la police administrative générale du Bourgmestre. Le Bourgmestre a ici le même rôle que l'Officier d'Etat civil en Population : c'est d'abord un représentant du pouvoir supérieur (raison pour laquelle comme je le disais, nous suivons les avis du SIAMU et les avis des institutions communautaires).

Nous procédons de la sorte, comme toutes les communes, dans de très nombreux autres domaines : horecas avec l'Afsca et Brulabo, crèches avec Kind en Gezin et l'ONE, etc....

Concrètement, la Commune est informée par Iriscare de manière générale dans une logique de gestion de risque de fermeture. Iriscare gère les plaintes et les manquements dans le cadre de sa compétence.

Je vous confirme donc avoir été averti par Iriscare (OIP bicommunautaire relative à la protection sociale en Région de Bruxelles-Capitale) par courrier du 27 février 2025 de la décision prise le 20 février par le Collège réuni de la Commission communautaire commune de considérer comme expirée 25 des places MRS. Il en subsiste 37 (sans soins).

Après avoir pris connaissance de cette décision, contact a été pris avec la résidence afin de vérifier qu'elle était bien au courant de la décision de la COCOM.

De manière générale, cette MRPA est connue comme sous le contrôle de l'inspection mais aucune mesure de fermeture n'est décidée.

À notre connaissance, l'inspection accompagne la structure pour qu'elle se mette en règle.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 juin 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Vincianne Lerate, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 26.06.25

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van de Heren Alan Lenglet et François Lebovy (Ecolo-Groen) : De
handelaars in ellende in Oudergem #**

Openbare zitting**Secretariaat**

Mijnheer de Voorzitter,
Mevrouw de Burgemeester,
Mevrouwen en Mijnheren Schepenen,
Beste collega's,
Beste aanwezigen,

In de gemeente Oudergem zijn er talrijke rusthuizen die onderdak bieden aan personen die niet (meer) alleen thuis kunnen of willen wonen.

De bewoners van de wijk rond het Pinoyplein kennen de residentie Les Bruyères II, waarvan de bewoners vaak op straat worden gezien – vaak aan hun lot overgelaten.

Dit blijkt onder meer uit het onderzoek van journalist Philippe Engels, gepubliceerd in Médor nr. 39. De journalist, die ter plaatse ging, beschrijft er een instelling in slechte staat en met minimale begeleiding. In juli 2022 werd het gerecht ingeschakeld naar aanleiding van een klacht wegens mishandeling.

Uit het artikel blijkt ook dat de Residentie Les Bruyères II niet erkend is door de Franse Gemeenschapscommissie (Cocof), die bevoegd is voor Franstalig gezondheidsbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Volgens een ordonnantie die in 2018 werd aangenomen, moet zo'n instelling vandaag een erkenning verkrijgen of de deuren sluiten. Maar er zijn geen sancties voorzien voor rusthuizen die niet in regel zijn, ondanks klachten en waarschuwingssignalen vanuit het verenigingsleven. Het gaat hier om een juridisch en politiek vacuüm rond dit soort “piraathuizen”.

Onze vragen zijn de volgende:

- Was u op de hoogte van de tekortkomingen in het beheer van Residentie Les Bruyères II vóór de publicatie van het artikel in Médor?
- Welke controles heeft de gemeente tot nu toe kunnen uitvoeren?
- Kunnen de nieuwe elementen die journalist Philippe Engels aan het licht bracht, de gemeente ertoe aanzetten om zich sterker te mobiliseren?

Voor de Ecolo-Groen-fractie,
François Lebovy

- **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester**

De gemeente heeft op dit vlak nauwelijks nog bevoegdheid. Ik treed enkel op als ambtenaar van een hogere overheid (de GGC, onder het toezicht van uw minister, de heer Maron) om de adviezen van de DBDMH (SIAMU) in te winnen en om een eventueel sluitingsadvies van Iriscare te doen naleven. Behalve bij aanwijzingen van algemene onveiligheid of ongeschiktheid, voeren de gemeentelijke diensten dus geen bezoeken uit.

Men moet weten dat het voor de ROB's (Rust- en verzorgingstehuizen) veel minder eenvoudig is dan voor gewone huisvesting, omdat de normen talrijk en zeer specifiek zijn. De gemeenschapswetgevingen hebben, in tegenstelling tot de Brusselse Huisvestingscode, geen uitdrukkelijk voorbehoud van bevoegdheid geformuleerd om een rol te laten voor het algemeen bestuurlijk toezicht van de burgemeester. De burgemeester heeft hier dezelfde rol als de ambtenaar van de burgerlijke stand voor de Bevolking: hij of zij is in de eerste plaats een vertegenwoordiger van de hogere overheid (vandaar, zoals ik al zei, volgen wij de adviezen van de DBDMH en de gemeenschapsinstellingen).

Wij handelen op dezelfde manier als alle andere gemeenten in tal van andere domeinen: horeca in samenwerking met het FAVV en Brulabo, crèches met Kind en Gezin en ONE, enzovoort.

Concreet wordt de gemeente door Iriscare op de hoogte gehouden in het kader van een risicobeheer met het oog op een mogelijke sluiting. Iriscare behandelt de klachten en tekortkomingen binnen het kader van zijn bevoegdheden.

Ik bevestig u dus dat ik door Iriscare (de bicommunautaire instelling voor sociale bescherming in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest) per brief van 27 februari 2025 op de hoogte werd gebracht van de beslissing die op 20 februari genomen werd door het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, waarbij 25 ROB-plaatsen als vervallen worden beschouwd. Er blijven nog 37 plaatsen over (zonder zorg).

Na kennisname van deze beslissing werd contact opgenomen met de residentie om na te gaan of zij wel degelijk op de hoogte was van de beslissing van de GGC.

In het algemeen is deze ROB bekend bij de inspectie, maar er is geen sluitingsmaatregel genomen. Voor zover ons bekend, begeleidt de inspectie de instelling zodat zij zich in regel stelt.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 27 juni 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevins* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Vincianne Lerate, Edouard Brainis, *Conseillers communaux*.

Séance du 26.06.25

#Objet : Question orale de Madame Emmanuelle Poznanski (PS) : Survol d'Auderghem #

Séance publique

Secrétariat

Madame la Bourgmestre,
Monsieur le Président,
Mesdames et messieurs les échevins,
Chers collègues,

Auderghem est survolé à l'Est de la commune par les avions qui empruntent la piste 01 et cela depuis de nombreuses années et de manière plus intense depuis le plan Anciaux mis en place en 2004.

Lorsque les avions traversent Auderghem, ils se préparent à atterrir et déploient leur train d'atterrissage ce qui engendre de fortes nuisances sonores. Il est à préciser que lorsque la ligne est ouverte, les avions se succèdent toutes les deux minutes de jour comme de nuit.

Le problème n'est pas neuf et Monsieur Gosuin avait d'ailleurs mis en place en 2002, si je ne me trompe pas, un arrêté visant à limiter les nuisances sonores en fixant des normes de bruit maximal.

Cet arrêté est d'ailleurs utilisé encore aujourd'hui par les comités d'habitants qui vont en justice pour faire reconnaître les effets néfastes de ces nuisances. Aujourd'hui nous apprenons que la Flandre devient le premier actionnaire de l'aéroport de Bruxelles National avec 39% des parts. Cette nouvelle inquiète bon nombre de riverains auderghemois impactés, notamment les habitants du Lambin, du Blankedelle, du parc des princes, de l'avenue Schaller, du sacré coeur etc.

Cette situation fait s'éloigner toutes perspectives favorables.

Sachant qu'aujourd'hui la majorité de notre conseil communal comporte au moins deux partenaires de majorité qui se retrouvent également au niveau régional et fédéral. Sachant que nous avons une échevine de la mobilité MR.

Sachant que ces mêmes partenaires ont fait campagne sur le principe du relais vers les différents niveaux de pouvoir. Madame l'Echevine, mes questions sont les suivantes :

- Quelles actions prévoyez-vous de mettre en place dans les semaines à venir et, à plus long terme, dans les années à venir pour protéger les intérêts des Auderghemois-es ?
- Envisagez-vous de prendre contact avec le Ministre fédéral compétent pour relayer les problématiques des auderghemois-es en matière de survol de Bruxelles ?
- Quelles sont les mesures à l'égard des habitants impactés qu'il est possible de mettre en place, accompagnement dans des démarches de plainte, objectivation du bruit par le placement de sonomètres, etc.

- Envisagez-vous de collaborer avec les associations actives et organisées qui tentent de défendre l'intérêt des habitants impactés par la piste 01 ? Je vous remercie

Emmanuelle Poznanski
Cheffe de groupe PS
Auderghem

- **Réponse de Madame Sophie de Vos, bourgmestre :**

Madame la conseillère,

Effectivement c'est de ma compétence étant en charge de l'environnement et non celle de Madame Maelschalk et je voudrais d'abord dire sur la forme que c'est un peu facile de politiser de manière personnelle cette question, comme si une échevine de la mobilité avait le pouvoir d'interférer dans le gestion aéroportuaire, alors qu'aucun ministre fédéral n'a à ce jour amélioré la situation des bruxellois survolés.

Sur le fond

Le survol aérien d'Auderghem, via la piste 01, n'est pas une nouveauté comme vous le soulignez. Les quartiers d'Auderghem sont exposés depuis le plan Anciaux de 2004.

Mais la Flandre (par le biais de sa société d'investissement PMV) étant devenue l'actionnaire principal de notre aéroport national, en détenant près de 39% du capital, soit davantage que l'État fédéral lui-même, la situation risque d'encore s'aggraver.

C'est un tournant politique majeur, dont les conséquences pour Bruxelles et les Auderghemois sont potentiellement graves.

Parce qu'au-delà d'une opération financière, c'est une prise de contrôle stratégique. Et ce contrôle est désormais entre les mains du gouvernement flamand, qui a fait la démonstration, depuis des années, qu'il ne défend que les intérêts des communes flamandes survolées et les intérêts économiques de l'aéroport, au mépris des règles d'équité, des décisions de justice, et de la santé de plus de 160.000 Bruxellois survolés chaque jour, dont nous faisons partie.

Je prends pour preuve le nouveau permis d'environnement de l'aéroport octroyé par la Flandre qui n'a absolument pas pris en compte les nuisances pour les Bruxellois malgré les avis des communes émises dans le cadre de l'enquête publique. A ce sujet, je rappelle que la commune d'Auderghem a toujours soutenu ses concitoyens contre les nuisances de l'aéroport et le recours introduit contre le dernier permis d'environnement actuellement pendant devant le Raad voor Vergunningsbetwisting est là pour en témoigner (rem : les plaidoiries ont eu lieu et la décision est en préparation).

Suite à ce basculement actionnarial, le gouvernement flamand cumule désormais :

- le rôle de régulateur environnemental,
- le pouvoir de délivrer et contrôler les permis,
- et désormais aussi un intérêt économique direct dans l'exploitant aéroportuaire.

Cela signifie, très concrètement, qu'il est juge et partie ce qui est une gifle démocratique pour Bruxelles et que demain, les décisions stratégiques de l'aéroport – horaires, type d'avions, développement de l'activité, routes aériennes – risquent d'être prises sans la moindre considération pour les Bruxellois.

Le gouvernement fédéral aurait pu – via la Société fédérale de participations – renforcer sa position dans l'actionnariat mais il ne l'a pas fait.

Quelle réponse apporter ?

À notre niveau, Auderghem agit depuis plus de 20 ans, sans jamais varier dans nos positions. Notre Déclaration de politique générale, prévoit d'ailleurs encore que la majorité soutiendra également des actions en justice contre les nuisances environnementales subies par les citoyens, telles que le bruit des avions ou les pollutions environnementales diverses.

Vous avez cité l'arrêté Gosuin, adopté dès 1999, qui reste aujourd'hui la seule base juridique protectrice pour les Bruxellois en matière de bruit aérien.

Nous nous battons pour que cet arrêté soit respecté par tous les niveaux de pouvoir et nous menons ce combat, ici au conseil communal, mais aussi au Parlement bruxellois et au Parlement fédéral, comme en témoignent encore récemment les interpellations de nos députés au Ministre fédéral de la Mobilité et au Ministre régional de l'Environnement.

Nous avons mené

- Plusieurs actions en justice contre l'État fédéral, qui ont toutes abouti à une condamnation pour non-respect des normes de bruit

Nous avons participé activement

- à la procédure d'analyse de l'étude d'incidences exigée par les tribunaux, avec un avis clair rendu en septembre 2022.

Nous réaffirmons constamment

Une série d'exigences précises : non-survol des zones densément peuplées, transparence des normes de vent, création d'une autorité indépendante de contrôle du bruit, stratégie nationale de répartition des activités aéroportuaires, respect strict de l'arrêté Gosuin et des décisions judiciaires.

Nous soutenons aussi les associations de riverains, informons les habitants, relayons les plaintes et préoccupations... et nous continuerons de le faire.

Tout ceci étant, la présence de la Flandre dans le capital de l'aéroport ne signifie pas ipso facto que sa politique environnementale sera pire qu'elle ne l'a déjà été sous le Ministère de Zuhal Demir car même lorsque le Gouvernement flamand soutient des projets ou des politiques profitant à des acteurs économiques et va jusqu'à modifier sa législation, tant le droit européen que les institutions judiciaires sont suffisamment solides que pour en réduire ou limiter les conséquences. Nous ne l'oublierons pas.

Madame la conseillère, chers collègues,

Merci de m'avoir permis de m'exprimer sur ce dossier capital pour Auderghem, que nous portons depuis 25 ans avec la volonté ferme de protéger nos habitants contre un survol que nous considérons, aujourd'hui encore, comme un scandale démocratique, environnemental et sanitaire.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 juin 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Vincianne Lerate, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 26.06.25

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Emmanuelle Poznanski (PS): Vliegtuigen boven
Oudergem #**

Openbare zitting

Secretariaat

Mevrouw de Burgemeester,
Mijnheer de Voorzitter,
Geachte schepenen,
Beste collega's,

Oudergem wordt in het oosten van de gemeente overvlogen door vliegtuigen die baan 01 gebruiken. Dit gebeurt al vele jaren, en nog intensiever sinds het Anciaux-plan dat in 2004 werd ingevoerd.

Wanneer vliegtuigen over Oudergem vliegen, maken ze zich klaar om te landen en laten ze hun landingsgestel zakken, wat leidt tot aanzienlijke geluidsoverlast. Het is belangrijk te vermelden dat wanneer deze luchtlijn open is, er om de twee minuten vliegtuigen overkomen, zowel overdag als 's nachts.

Dit probleem is niet nieuw. De heer Gosuin heeft trouwens, als ik me niet vergis, in 2002 een besluit genomen om de geluidsoverlast te beperken door maximumgeluidsnormen vast te leggen. Dat besluit wordt vandaag nog steeds gebruikt door buurtcomités die naar de rechtbank stappen om de schadelijke effecten van deze overlast te doen erkennen.

Vandaag vernemen we dat Vlaanderen de grootste aandeelhouder wordt van Brussels Airport met 39% van de aandelen. Dit nieuws baart veel inwoners van Oudergem zorgen, in het bijzonder die uit Lambin, Blankedelle, het Parc des Princes, de Schallerlaan, de Heilig-Hart wijk, enzovoort.

Deze situatie doet alle hoop op een gunstige evolutie verdwijnen.

Gezien onze gemeenteraad vandaag een meerderheid telt met minstens twee partijen die ook deel uitmaken van de gewestelijke en federale meerderheid,

Gezien we een schepen van mobiliteit van de MR in het college hebben,

Gezien dezezelfde partners campagne hebben gevoerd op het principe van het doorgeven van signalen naar de verschillende bestuursniveaus,

Mevrouw de Schepenen, hierbij mijn vragen:

- Welke acties bent u van plan te ondernemen in de komende weken en op langere termijn in de komende jaren om de belangen van de inwoners van Auderghem te beschermen?
- Bent u van plan contact op te nemen met de bevoegde federale minister om de problematiek van de overvliegende vliegtuigen boven Brussel, en specifiek Auderghem, aan te kaarten?
- Welke maatregelen kunnen worden genomen ten aanzien van de getroffen inwoners? Denk

bijvoorbeeld aan ondersteuning bij het indienen van klachten, het objectiveren van geluidsniveaus via het plaatsen van geluidsmeters, enz.

- Overweegt u samen te werken met de actieve en georganiseerde verenigingen die zich inzetten voor de verdediging van de belangen van de getroffen bewoners door baan 01?

Dank u wel,
Emmanuelle Poznanski
Fractieleidster PS
Oudergem

• **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester**

Mevrouw de gemeenteraadsleden,

Inderdaad, dit valt onder mijn bevoegdheid als schepen van Leefmilieu, en niet onder die van mevrouw Maelschalk. Eerst wil ik iets zeggen over de vorm: het is wel heel gemakkelijk om deze kwestie op persoonlijke wijze te politiseren, alsof een schepen van Mobiliteit de bevoegdheid zou hebben om tussen te komen in het luchthavenbeheer, terwijl nog geen enkele federale minister de situatie van de overvlogen Brusselaars heeft verbeterd.

Wat de inhoud betreft:

Het overvliegen van Oudergem via baan 01 is, zoals u zelf aangeeft, geen nieuw gegeven. De wijken van Oudergem worden al blootgesteld sinds het Anciaux-plan van 2004.

Maar nu Vlaanderen – via zijn investeringsmaatschappij PMV – de grootste aandeelhouder van onze nationale luchthaven is geworden, met bijna 39% van het kapitaal (meer dan de federale staat zelf), dreigt de situatie nog te verslechteren.

Dit is een belangrijke politieke wending, met potentieel zware gevolgen voor Brussel en de inwoners van Oudergem.

Want dit is niet zomaar een financiële operatie, het is een strategische machtsgreep. En die controle ligt nu in handen van de Vlaamse regering, die al jaren aantoonde dat zij uitsluitend de belangen van de overvlogen Vlaamse gemeenten en de economische belangen van de luchthaven verdedigt – ten koste van de regels van billijkheid, gerechtelijke uitspraken, en de gezondheid van meer dan 160.000 overvlogen Brusselaars, waaronder wijzelf.

Een treffend voorbeeld hiervan is de nieuwe milieuvergunning voor de luchthaven, afgeleverd door Vlaanderen, die totaal geen rekening hield met de hinder voor de Brusselaars, ondanks de bezwaren van de Brusselse gemeenten tijdens het openbaar onderzoek. In dat verband herinner ik eraan dat de gemeente Oudergem haar inwoners altijd heeft gesteund in hun strijd tegen de hinder van de luchthaven. Het beroep dat werd ingesteld tegen deze nieuwe vergunning – en dat momenteel hangende is bij de Raad voor Vergunningsbetwistingen – getuigt hiervan (nb: de pleidooien zijn gehouden en het arrest is in voorbereiding).

Na deze wijziging in het aandeelhouderschap, cumuleert de Vlaamse regering nu:

- de rol van milieuregulator,
- de macht om vergunningen af te leveren en te controleren,
- én vanaf nu ook een rechtstreeks economisch belang in de luchthavenuitbater.

Dat betekent heel concreet dat zij rechter en partij is. Dit is een democratische kaakslag voor Brussel. En morgen dreigt men strategische beslissingen over de luchthaven – uurroosters, vliegtuigtypes, uitbreiding van de activiteiten, luchtvaartroutes – te nemen zonder enige vorm van overleg of rekening te houden met de Brusselaars.

De federale regering had via de Federale Participatiemaatschappij haar positie in het aandeelhouderschap kunnen versterken, maar heeft dat niet gedaan.

Welke antwoorden kunnen wij geven?

Op ons niveau handelt Oudergem al meer dan 20 jaar op consequente wijze. In onze algemene beleidsverklaring staat duidelijk dat de meerderheid gerechtelijke stappen blijft steunen tegen milieuhinder voor de burgers, zoals vliegtuiggeluid of andere vormen van vervuiling.

U verwees naar het “Besluit-Gosuin”, aangenomen in 1999, dat nog steeds de enige juridische

beschermingsbasis vormt voor Brusselaars tegen vliegtuiggeluid.

Wij strijden ervoor dat dit besluit op alle bestuursniveaus wordt nageleefd. Wij voeren deze strijd hier in de gemeenteraad, maar ook in het Brussels Parlement en in het federale parlement – zoals blijkt uit recente tussenkomsten van onze volksvertegenwoordigers bij de federale minister van Mobiliteit en de Brusselse minister van Leefmilieu.

Wij hebben gevoerd:

- Meerdere gerechtelijke procedures tegen de federale staat, die telkens hebben geleid tot veroordelingen wegens het niet-naleven van de geluidsnormen.

Wij hebben actief deelgenomen:

- Aan de evaluatie van de milieueffectenstudie, opgelegd door de rechtbanken, met een duidelijk advies in september 2022.

Wij blijven herhalen:

- Een reeks concrete eisen: geen overvliegen van dichtbevolkte zones, transparantie over windnormen, oprichting van een onafhankelijke controleautoriteit voor lawaaihinder, een nationale strategie voor spreiding van luchthavenactiviteiten, strikte naleving van het Besluit-Gosuin en van gerechtelijke uitspraken.

Wij steunen ook de bewonersverenigingen, informeren onze inwoners, bundelen klachten en bezorgdheden... en we blijven dat doen.

Dat gezegd zijnde: de aanwezigheid van Vlaanderen in het kapitaal van de luchthaven betekent niet automatisch dat het milieubeleid slechter zal zijn dan het al was onder minister Zuhal Demir. Zelfs als de Vlaamse regering projecten of beleidsmaatregelen steunt ten voordele van economische spelers, en daarvoor zelfs haar wetgeving aanpast, dan nog blijven het Europees recht en de rechterlijke instellingen sterk genoeg om de gevolgen ervan te beperken. Dat zullen we niet vergeten.

Mevrouw de gemeenteraadslid, beste collega's,

Dank u dat u mij het woord hebt gegeven over dit essentiële dossier voor Oudergem. Wij verdedigen dit al 25 jaar, met de vaste wil om onze inwoners te beschermen tegen een overvliegregering die wij vandaag nog steeds beschouwen als een democratisch, ecologisch en gezondheidskundig schandaal.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 27 juni 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos